

Le rapport Draghi, une bombe : il avoue que l'UE nous a menés au désastre

écrit par Christine Tasin | 12 septembre 2024

The future of European competitiveness

Part A | A competitiveness strategy for Europe

SEPTEMBER 2024



The future of European competitiveness

Part A | A competitiveness strategy for Europe

SEPTEMBER 2024

Dans un rapport de 66 pages (en anglais, c'est beau la francophonie et l'égalité des langues au sein de la Commission européenne), Mario Draghi déclenche la sirène incendie : l'UE est en train de sombrer. Et il sait de quoi il parle, Draghi, qui est de tous les coups fourrés depuis le dépeçage de la Grèce. On rappellera au passage qu'il a présidé la Banque centrale européenne...

Nous lui avons déjà consacré un article hier et inséré un article de Politico à propos d'un rapport de 400 pages de Draghi.

<https://resistancerepublicaine.com/2024/09/11/mario-draghi-nous-devons-alienier-notre-bien-etre-notre-environnement-ou-notre-liberte/>

Revenons aujourd'hui sur le rapport de 66 pages en anglais paru sur le site de la Commission européenne.

https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en?filename=The+future+of+European+competitiveness+_+A+competitiveness+strategy+for+Europe.pdf

C'est juste l'aveu de l'échec de l'UE, pire encore, de la catastrophe que constitue l'UE pour les peuples d'Europe mais c'est aussi, écrit noir sur blanc, l'annonce de la fin

de notre niveau de vie, des taxes et impôts à n'en plus finir, la fin des aides pour les Français pauvres (je ne me

fais pas d'illusion, les Macron au pouvoir réussiront à nous faire payer plus, à faire suer nos huppelandes à nous, les Français/Européens de souche, pour ne pas déshabiller les zones de non droit où l'on ne vit que d'aides sociales et du produit de la vente de la drogue, ils ont trop peur de LEURS émeutes, mais pas du tout des nôtres, ils se sont équipés en matériel anti-émeutes pour les futurs Gilets Jaunes).

Ils nous ont imposé des réformes, des interdictions... sous prétexte de stimuler la croissance. Ils ont tout fait. Ils nous ont tout fait. Résultat des courses : la croissance est plus que jamais en berne. Tout ça pour ça. Il y a 30 ans, Mitterrand nous a vendu Maastricht au nom de la concurrence, de l'émergence de l'UE face aux tous puissants USA et Japon... Ils nous ont promis que l'UE, tous les pays européens ensemble ça allait former le plus puissante force économique... Ah ! Ah ! Ah ! Il ne nous reste que les yeux pour pleurer.

Ils voulaient faire la nique à la grosse machine américaine en regroupant les Etats d'Europe pour être plus forts ? Bingo ! Notre PIB s'est effondré pendant que celui des USA continuait à grimper, grâce aux mesures stupides prises en UE. Le revenu de l'Américain moyen a doublé par rapport à celui de l'Européen moyen en 20 ans ! Bravo !

Bref, nous, grâce à l'UE, on bénéficie de la double peine : appauvris, on doit en plus supporter les dégâts et les frais d'une immigration massive. Nous ne sommes plus chez nous, et nous sommes déclassés, abandonnés, manquant d'hôpitaux, de médecins, de profs, d'artisans... pendant que les sièges des grosses entreprises ont fui, aux USA ou en Asie. Il y a longtemps que les grosses fortunes ont fui le navire Europe mais savent utiliser la main d'oeuvre africaine pas chère que SOS Méditerranée importe chez nous. Et ce sont les Européens qui doivent supporter l'insécurité, la baisse des salaires, le prix médical de l'immigration massive...

Toute honte bue, Draghi reconnaît son/leur échec, ils ont construit les fondations de notre monde sur du sable. Ils

nous mentent depuis 30 ans et ils continuent à se pavaner, à nous donner des leçons, à exiger l'impossible de nous. **On aurait laissé les manettes à des gosses de 10 ans qu'on serait dans une meilleure situation.** Non seulement la concurrence étrangère nous fait plonger, puisqu'on n'est plus concurrentiels et qu'on a perdu beaucoup de talents, mais ils ont achevé la bête en refusant le gaz russe, qui était notre principal fournisseur d'énergie ! Adieu notre indépendance, notre force, nos ressources... Faut-il ajouter un mot sur la concurrence politique entre Allemagne et France qui a tout fait, avec la bénédiction de Macron et de Der Leyen pour que notre avantage nucléaire ne soit plus un atout, au contraire. Nous n'avons même plus d'indépendance énergétique malgré notre remarquable parc nucléaire.

<https://resistancerepublicaine.com/2024/09/05/excellente-sarah-knafo-au-parlement-europeen-qui-a-fait-exploser-nos-factures-denergie/>

Nous n'avons pas de pétrole, nous n'avons plus nos têtes pensantes, nous payons le prix fort de l'énergie malgré notre nucléaire, histoire de ne pas faire concurrence à l'Allemagne et aux autres pays européens. Rappelons que les Espagnols et les Portugais, eux, ont su éviter les augmentations mortifères du coût de l'énergie en obtenant simplement une dérogation... mais ils n'ont pas l'ordure Macron à leur tête, eux.

<https://resistancerepublicaine.com/2022/10/11/gaz-et-electricite-pourquoi-macron-ne-fait-il-pas-comme-espagne-et-portugal/>

et ils ont simplement dit Non à der Leyen : *non, nous ne demanderons pas à nos concitoyens de se geler les fesses en baissant leur chauffage pour ne pas consommer de gaz russe.*

<https://resistancerepublicaine.com/2022/07/27/baisse-du-chauffage-baisse-de-la-clim-espagne-portugal-et-grece-disent->

[merde-a-bruxelles/](#)

Mieux encore, l'UE qui s'acharne sur les dimensions réglementaires des WC est passée à côté de la révolution numérique liée à Internet, perdant ainsi les gains de productivité qui y sont liés., une paille. Draghi le reconnaît, l'UE est mauvaise, très mauvaise sur les technologies émergentes voués à être le moteur de la croissance future.

Or, Draghi, toute honte bue, nous prévient : l'UE ne fait plus assez d'enfants, pour le plus grand plaisir des écolos-dingos, donc nous n'avons plus assez de main d'oeuvre malgré l'immigration, donc nous ne pouvons plus financer notre modèle social, il va falloir faire disparaître partiellement ou totalement ce qui avait été notre fierté, les résultats des 30 Glorieuses,... Sauf à emprunter encore et toujours plus pour faire de nos pays d'Europe des machines à rembourser la dette... Draghi nous invite à nous endetter de 800 milliards supplémentaires pour faire repartir l'UE mourante... Une UE envahie, qui perd ses particularités, ses valeurs, son histoire, modifiée par une immigration de masse et le wokisme véhiculé et encouragé par ses « élites »...

Le bilan est terrifiant mais Draghi ose nous dire : renoncez à tous vos avantages, à vos héritages, pour vivre en serf crevant de faim pour rembourser les dettes engagées en votre nom par des politiques même pas élus et qui prétendent vous imposer une dictature absolue, comme Der Leyen. Ne pas oublier qu'elle a pour projet de faire passer l'unanimité exigée actuellement pour certaines décisions en majorité qualifiée... histoire d'avoir les pleins pouvoirs et de terminer le travail. Et d'en finir avec l'obstruction d'un Orban qui refuse de prendre les migrants...

L'unanimité

Une décision est prise à l'unanimité lorsqu'aucun membre de l'assemblée ne s'y oppose. La règle de l'unanimité offre donc un droit de veto à chacune des parties prenantes d'un vote puisqu'il suffit d'une seule voix contre pour invalider la décision. En revanche, une abstention n'empêche pas l'adoption d'une décision.

Au sein des institutions européennes, le principe de l'unanimité est appliqué notamment par le **Conseil européen**, où siègent les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE. Le droit de veto dont dispose chacun entraîne parfois des blocages, mais la construction de compromis reste l'objectif visé par l'institution. Quitte à prendre le temps nécessaire : le Conseil européen de juillet 2020, qui a permis l'adoption du budget pluriannuel 2021-2027 et du plan de relance européen, a par exemple duré quatre jours et quatre nuits, un record.

Le **Conseil de l'UE**, qui réunit les ministres des Etats membres par thématiques, peut lui aussi prendre des décisions à l'unanimité dans le cadre des procédures législatives spéciales (PLS). Celles-ci s'appliquent généralement à des domaines "que les Etats membres considèrent comme sensibles" car particulièrement liés à l'exercice de la souveraineté nationale.



[À LIRE AUSSI](#)

[Union européenne : faut-il abandonner le vote à l'unanimité ?](#)

Le nombre de domaines pour lesquels l'unanimité est requise s'est réduit au fur et à mesure des changements de traités. [Il s'agit désormais](#) des questions :

- de politique étrangère et de défense (politique étrangère et de sécurité commune) ;
- relatives à la justice et aux affaires intérieures (coopération policière et judiciaire en matière pénale, procureur européen) ;
- de fiscalité et d'harmonisation des législations nationales en la matière ;

- liées à l'adhésion à l'UE (élargissement) ;
- budgétaires, avec la définition du budget pluriannuel de l'UE (cadre financier pluriannuel) et l'existence de ressources financières propres à l'Union ;
- de politique sociale, avec l'harmonisation des législations nationales dans le domaine de la sécurité sociale et de la protection sociale ;
- de citoyenneté (sur les droits accordés aux citoyens européens) ;
- ainsi que des modifications apportées aux traités.

- **La majorité qualifiée**

Pour la plupart des sujets couverts par la [procédure législative ordinaire](#), le **Conseil de l'UE** statue à la [majorité qualifiée](#). Celle-ci est atteinte lorsque deux conditions sont remplies : 55 % des Etats membres (soit 15 sur 27), qui représentent au moins 65 % de la population européenne. On parle parfois d'un système de "double majorité" dans la mesure où il doit assurer la représentation des gouvernements des Etats membres mais aussi des citoyens.

Durant cette procédure, chaque Etat membre dispose d'une seule voix et l'abstention compte cette fois comme un vote contre. Il s'agit du mode de vote le plus fréquent au Conseil : 80 % des actes législatifs de l'UE y sont adoptés avec cette procédure.

L'Acte unique européen (1986) a introduit le passage à la majorité qualifiée pour une grande partie des décisions liées au marché intérieur. Le champ d'application de la majorité qualifiée s'est étendu au fil des nouveaux traités ratifiés, jusqu'à concerner 85 domaines aujourd'hui, de l'agriculture aux transports en passant par l'environnement ou le numérique.

Dans les faits, le Conseil prend généralement ses décisions

“sur la base d’échanges bilatéraux avec les représentants nationaux et sans les faire voter formellement en séance plénière”, [explique](#) Stéphanie Novak, chercheuse à l’Institut Jacques Delors. Des discussions préparatoires évitent ainsi à un Etat de se retrouver isolé au moment de la prise de décision formelle.